

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 CHAMBERY

CHAMBERY, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCIETE DES CARRIERES DU BOURGET DU LAC

ZA de la Plaisse
73370 Le Bourget-du-Lac

Références : 20231107_RAP_InspRéactive_Glisement2_SCBL_Complet_v0.odt
Code AIOT : 0006101522

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/11/2023 dans l'établissement SOCIETE DES CARRIERES DU BOURGET DU LAC implanté Les Ramées 73370 Le Bourget-du-Lac. L'inspection a été annoncée le 06/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'exploitant a signalé au service d'inspection des installations classées et conformément à son nouvel arrêté préfectoral du 25/10/2023, un glissement de terrain survenu sur la même zone que l'évènement précédent du mois de mars 2023. La visite d'inspection réalisée à la suite de cet évènement a donc été conduite afin d'évaluer les enjeux associés à ce nouvel incident.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE DES CARRIERES DU BOURGET DU LAC
- Les Ramées 73370 Le Bourget-du-Lac
- Code AIOT : 0006101522
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SCBL est composée des deux actionnaires suivants :

- 50 % société LANGAIN (société de bâtiment et de travaux publics);
- 50 % société SCMS (exploitant de carrières, filiale du groupe EIFFAGE).

L'exploitation du site est aujourd'hui réalisée sous couvert d'un arrêté préfectoral portant renouvellement et extension du 25 octobre 2023.

Elle se fait par campagnes discontinues selon les besoins de la société LANGAIN ou de la société SCMS. Aucune entreprise extérieure ni aucun particulier ne vient directement s'approvisionner sur ce site dont l'exploitation est menée par du personnel et des engins de la société LANGAIN et également de la société SCMS.

L'exploitation se fait à la pelle mécanique complétée d'une chargeuse. Une partie des matériaux

extraits est acheminée par camions semi-remorques vers la plate-forme de traitement des matériaux LANGAIN située, au nord, à quelques centaines de mètres de la carrière. L'autre partie des matériaux est prise en charge par la société SCMS qui approvisionne par tombereau son site de La Motte Servolex, au sud, par l'intermédiaire du chemin privé dit "de la combe des vallons".

A noter que dans le cadre de ce nouvel arrêté préfectoral du 25/10/23, le périmètre autorisé s'est élargi incluant la zone du glissement de terrain.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Stabilité de la zone de glissement
- Gestion des eaux de ruissellement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ♦ les observations éventuelles ;
 - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

À la suite du glissement de terrain du 14/03/23, l'exploitant avait engagé de gros travaux permettant de répondre aux prescriptions de l'APMD du 17/05/23. La définition et le phasage de ces travaux, repris dans l'article 3.4.2 de l'AP du 25/10/23, nécessitent d'être aujourd'hui mis à jour dans la mesure où le glissement de terrain a entraîné une grande partie des dispositifs mis en place.

Par ailleurs, à la suite du nouveau glissement de terrain, le service d'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant avait d'ores et déjà entrepris, en accord avec les propriétaires des terrains et la mairie du Bourget du Lac et sur des parcelles en dehors du périmètre autorisé, des opérations de débouchage et remise en état de drains agricoles présents historiquement sur le plateau de La Serraz et pouvant être à l'origine des dysfonctionnements ayant entraîné ce nouvel incident.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dispositions administratives	Arrêté Préfectoral du 25/10/2023, article 1.6	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
3	Traitement des eaux	Arrêté Préfectoral du 25/10/2023, article 3.4.2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
4	Dispositions particulières d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 25/10/2023, article 7.1.2.5	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Gestion de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 25/10/2023, article 1.10.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le glissement de terrain du 02/11 a manifestement montré que les mesures proposées lors de l'épisode du mois de mars 2023 n'étaient pas suffisantes et nécessitaient d'être mises à jour. L'exploitant doit donc être en capacité de démontrer que les nouvelles mesures qui vont être proposées permettront de définitivement éviter ce type d'évènement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions administratives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2023, article 1.6
Thème(s) : Autre, Incidents ou accidents
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.
Constats : Le 03/11/23, l'exploitant a transmis un mail au service d'inspection des installations classées l'informant d'un nouveau glissement de terrain produit le 02/11 matin sur le site de la carrière SCBL. Cet incident constaté à la suite d'un événement pluvieux de forte intensité est survenu sur une zone qui avait déjà fait l'objet d'un glissement de terrain aux alentours du 14/03/23 et qui était dans les dernières phases de travaux prévus dans le cadre du plan d'actions associé transmis au service d'inspection des installations classées le 07/07/23.
Observations : À la suite de l'évènement pluvieux ayant eu des conséquences sur le nouveau périmètre autorisé par AP du 25/10/2023 et lors de la visite d'inspection du 7/11/23, le service d'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de conduire une analyse de l'évènement. Cette analyse fera l'objet d'un rapport d'incident dont les conclusions seront transmises au service d'inspection des installations classées. Il précisera notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme (étude de stabilité, étude hydraulique...). À noter que conformément à l'arrêté préfectoral en vigueur, l'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour assurer la stabilité à court terme de ce secteur de sorte que la stabilité des terrains avoisinants ne soit pas remise en cause. Pour ce faire, l'exploitant transmet une note mentionnant : <ul style="list-style-type: none">– la nature des nouveaux travaux déjà réalisés ou envisagés (localisation, moyens, volumes, etc.) ;– le calendrier prévisionnel des différents travaux avec tous les éléments d'appréciation du caractère d'urgence. En fonction de ce calendrier, le service d'inspection des installations classées déterminera la meilleure manière d'encadrer administrativement ces opérations ; <ul style="list-style-type: none">– la justification du maintien d'une distance horizontale suffisante telle que la stabilité des terrains avoisinants ne soit pas compromise ;– les procédures de contrôle et de surveillance proposées lors des phases sensibles de réalisation de ces travaux ;– en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité du milieu, de l'eau, de l'air ou du sol. Un point particulier sera fait sur les impacts potentiels des travaux envisagés sur le marais de la Serraz
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Gestion de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2023, article 1.10.5
Thème(s) : Autre, Sécurité du public
Prescription contrôlée : A l'intérieur du périmètre de l'exploitation, l'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace (ou tout autre dispositif équivalent). Le danger, présenté notamment par la proximité de front est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur la ou les pistes d'accès aux abords des travaux, et d'autre part, à proximité des zones clôturées.
Constats : Lors de la visite, il a été constaté que les accès à la zone sinistrée avaient été clôturés (barrières de type Heras) et la zone dangereuse signalée par un panneautage réparti sur chacun des points d'accès et au pied du glissement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Traitement des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2023, article 3.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Aménagements spécifiques de canalisation des eaux pluviales
Prescription contrôlée : Afin de canaliser les eaux pluviales en limite ouest du site en cas d'épisode pluvieux intense, l'exploitant met en place et maintient en bon état un ouvrage permettant de récupérer les eaux pluviales en limite ouest du site (plateau de la Serraz) par écoulements gravitaires, puis de les canaliser et les diriger vers un avaloir par le biais d'une tranchée drainante. Une fois canalisées, ces eaux seront gravitairement dirigées vers un coursier bétonné, constitué d'enrochements de blocs unitaires d'une tonne. Cet aménagement permettra de rompre les vitesses d'écoulement avant d'évacuer les eaux vers les exutoires situés sur le carreau de la carrière. Ce coursier se développera sur une distance de 65 mètres, depuis le sommet de l'ouvrage jusqu'au carreau de l'exploitation. En partie basse, des fossés permettront l'écoulement du flux d'eau vers les exutoires actuellement présents sur le site. Ces aménagements seront maintenus lors de la première phase quinquennale d'exploitation. Avant la deuxième phase d'exploitation et le démantèlement de cet ouvrage afin de permettre l'exploitation du gisement présent au droit de l'extension, l'exploitant transmettra une analyse hydraulique et une étude de stabilité actualisées du front concerné. Ces rapports ainsi qu'une synthèse des actions préventives éventuellement nécessaires seront transmis à l'inspection des installations classées qui prescrira les éventuelles mesures et travaux complémentaires au remblayage et permettant de supprimer tout risque de glissement de terrain. En complément des mesures de suivi prescrites au titre de la préservation de la biodiversité (cf. titre 8), l'exploitant s'assurera de l'absence d'impact négatif sur l'hydrologie de cet aménagement sur la zone humide de la Serraz (située sur le plateau à l'ouest du site).
Constats : L'AP du 25/10/2023 précise à son article 3.4.2 la nature des travaux à réaliser à la suite de l'évènement du 14/03/2023 rédigé sur la base du plan d'actions proposé par l'exploitant le 07/07/23. Le glissement de terrain du 02/11 a montré que manifestement les mesures proposées n'étaient pas suffisantes et nécessitaient d'être mises à jour.
Observations : Il appartiendra à l'exploitant de démontrer par une étude réalisée par un cabinet spécialisé que les nouvelles mesures à mettre en œuvre garantissent la stabilité du front d'exploitation et permettent de supprimer tout nouveau risque de glissement de terrain. Par ailleurs, une étude hydraulique permettant de définir la circulation des eaux sur le plateau de

la Serraz devra être menée. Cette étude devra également se positionner sur les enjeux hydrologiques et écologiques associés à la zone humide de la Serraz.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Dispositions particulières d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2023, article 7.1.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Distances limites et zones de protection
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques (chemins communaux, sentiers pédestres et agricoles,...).</p> <p>La bordure Ouest au niveau des parcelles F 618 et F 619 est tenue à une distance réduite de 5 mètres en l'attente de la remise en état de cette zone durant le deuxième phase d'exploitation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le glissement de terrain a entraîné une partie du chemin communal en contrebas de la carrière. Il a également mis à découvert une gaine électrique enterrée appartenant à l'opérateur ENEDIS.</p>
<p>Observations :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de définir un plan d'actions permettant de répondre, sous 3 mois, aux prescriptions de l'AP du 25/10/23 relatives d'une part, au déplacement et maintien des chemins communaux impactés par le glissement de terrain et d'autre part, aux distances limites et zones de protection.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois